



Financement

5 grandes questions :

1. Quels besoins de financement ? (combien ?)
2. Quelles capacités de financement ? (qui peut financer ?)
3. Quelles modalités de remboursement ? (les traites)
4. Sur quel(s) agent(s) faire porter la charge ? (qui paiera ?)
5. Les grands arbitrages politiques



① Quels besoins de financement ? (*combien ?*)

Exemples de besoins de financement sur 20 ans en mds

Postes d'investissement	Fourchette BASSE	Fourchette HAUTE
<i>Reconduction programmes actuels (*)</i>	<i>80 mds</i>	<i>100 mds</i>
Amélioration potabilité eau distribuée	6 mds	10 mds
Assainissement collectif	110 mds	130 mds
Eau agricole	10 mds	20 mds
<i>Réhabilitation réseaux (...)</i>		
TOTAL arrondis	210 mds	260 mds

(*) 4 à 5 mds/an

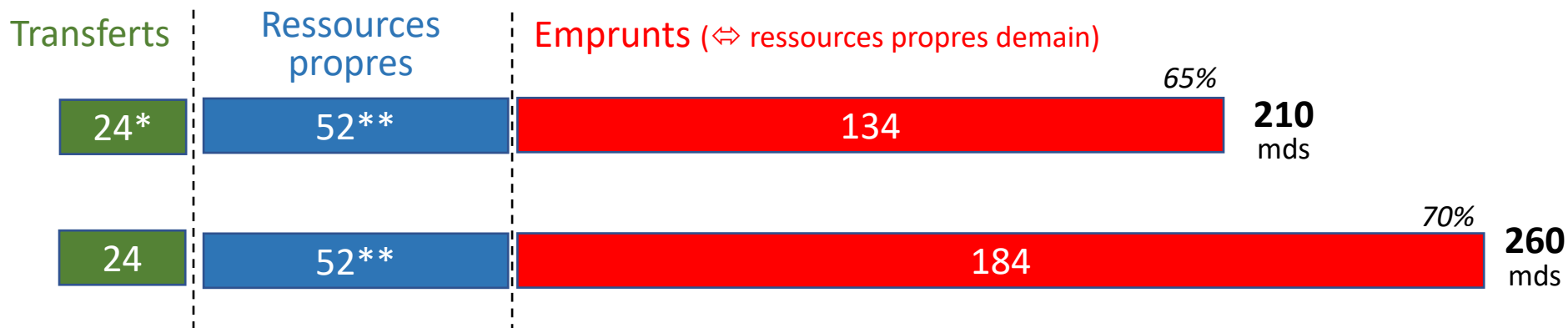


⇔ 10 à 13 mds /an



② Quelles capacités de financement ? (*quels financeurs ? ⇔ quel tour de table ?*)

En milliards de francs



→
Enjeu : faire jouer les solidarités nationale, européenne et internationales

(*) Apport Etat au titre des contrats de développement pour l'eau = 1,2 mds/an

(**) Financements Nouvelle-Calédonie, provinces, communes... = 2,6 mds/an

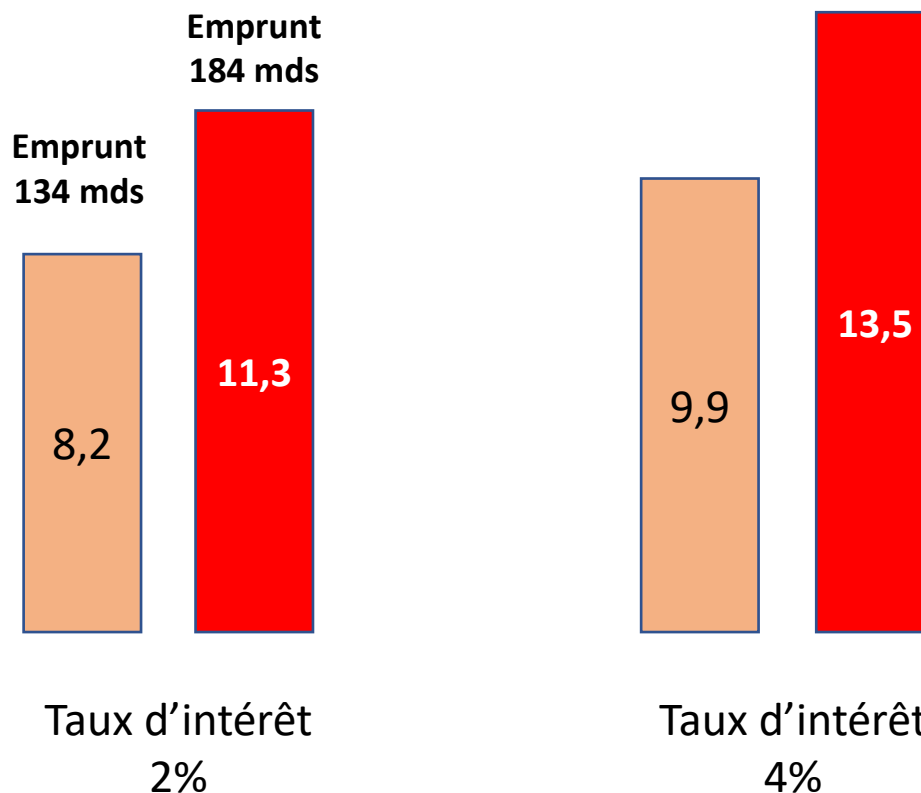


③ Quelles modalités d'amortissement ? (combien rembourser chaque année ?)

Annuités de remboursement des emprunts (milliards de francs)



Ressources propres à mobiliser chaque année pendant 20 ans

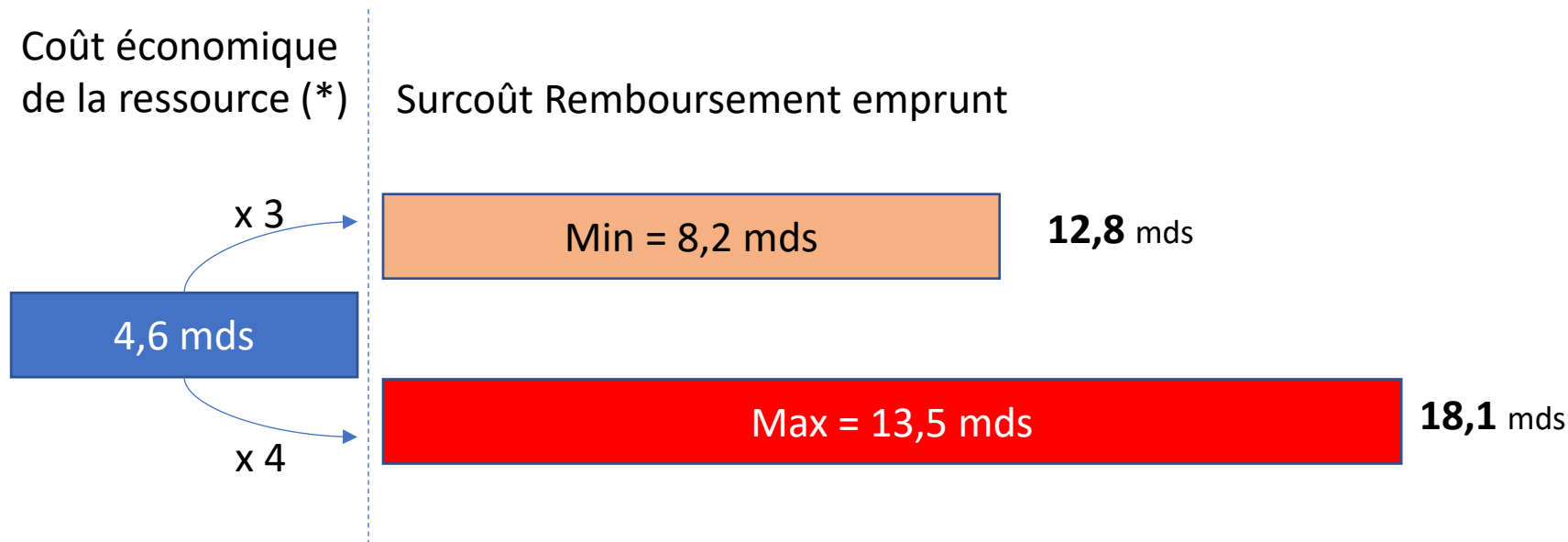


Ordre de grandeur $\cong 10$ mds/an



④ Sur quel(s) agent(s) faire porter la charge de remboursement ? (qui paye ?)

➤ **L'utilisateur** (l'eau paye l'eau)



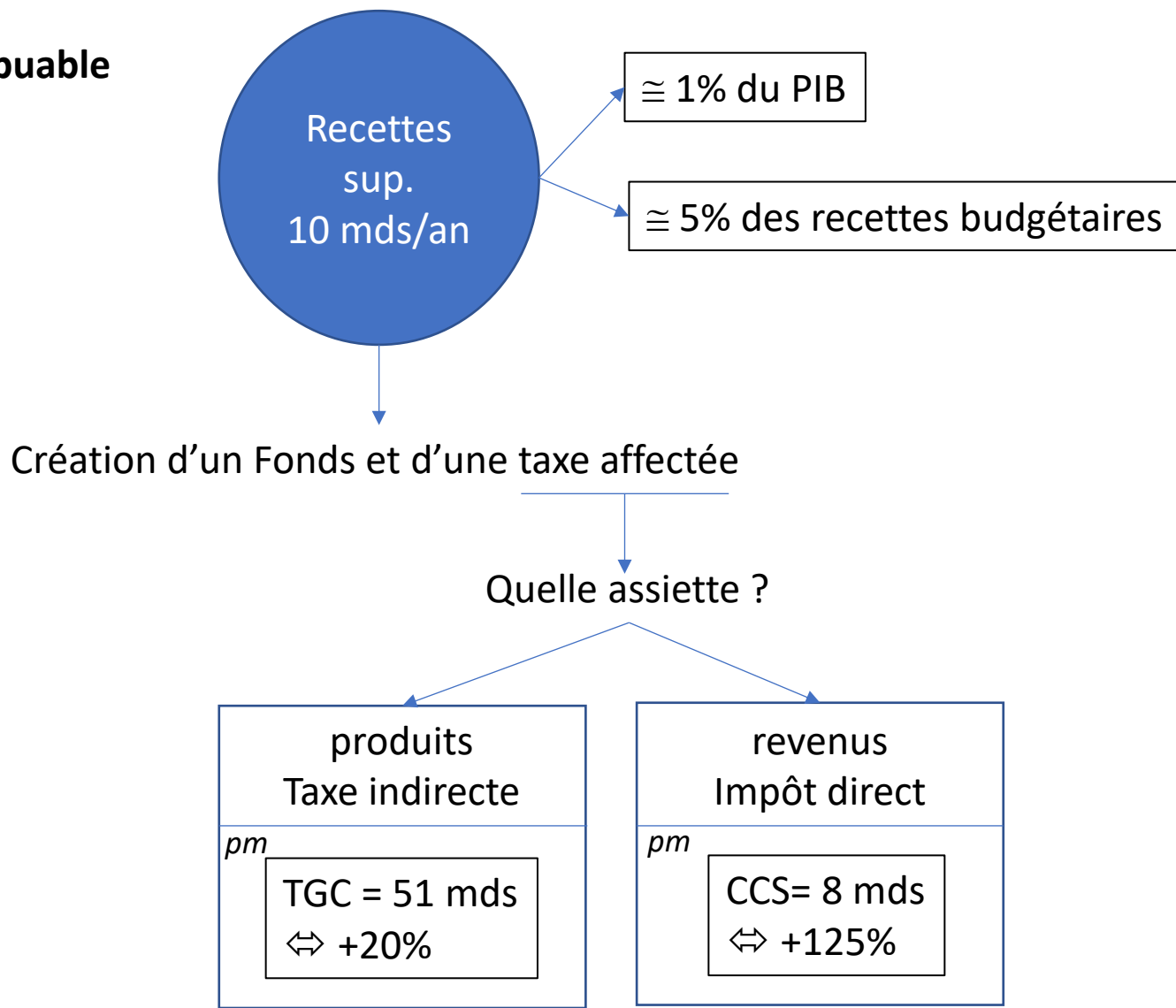
Problème d'acceptabilité sociale de la croissance de la facture d'eau
Problème d'insolvabilité des clients les plus modestes

(*) Hypothèses : consommation ménages = 20 millions m³/an – Coût complet = 230 F/m³



④ Sur quel(s) agent(s) faire porter la charge de remboursement ? (qui paye ?)

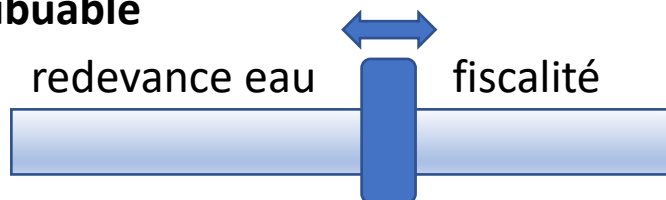
➤ **Le contribuable**



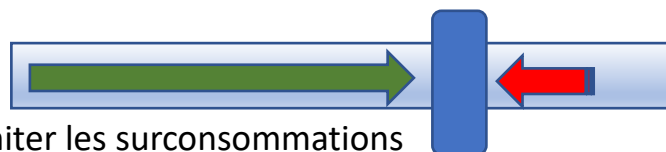


④ Sur quel(s) agent(s) faire porter la charge de remboursement ? (qui paye ?)

➤ **L'utilisateur & le contribuable**

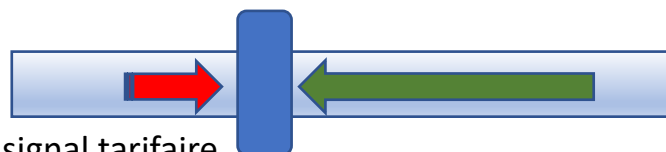


Signal tarifaire fort pour limiter les surconsommations
et éviter des coûts



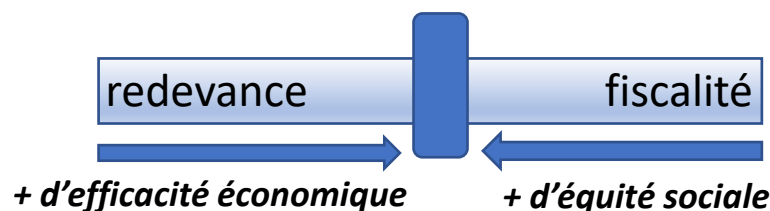
Capacité à payer des agents
les moins favorisés

Affaiblissement du signal tarifaire
et risque de surconsommation



Assiette de financement plus large

➤ Choix politique :





⑤ Quels grands arbitrages politiques ?

Constat n°1 : Forte ampleur des dépenses supplémentaires AEP et assainissement

➔ Prioriser au sein des dépenses

Amélioration de la potabilité

Coût = 6 mds

Financement = 70% emprunt

Taux = 2% - Durée = 10 ans

Amortissement = 0,5 mds/an

redevance eau



Assainissement

Coût = 120 mds

Financement = 70% emprunt

Taux = 2% - Durée = 20 ans

Amortissement = 5,1 mds/an

redevance eau



fiscalité



⑤ Quels grands arbitrages politiques ?

Constat n°2 : Forts besoins de financement supplémentaires de la Nouvelle-Calédonie

Budgets eau = + 10 mds/an

Budget santé = + 20 mds/an

Budget éducatif = + ...

(...)

Moindre progression des revenus

PIB = + 20 mds/an (au plus)

Revenu des ménages = +9 mds/an

➡ Arbitrage impératif entre les dépenses
(tous les besoins risquent de ne pas être finançables)